

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON



SOMMAIRE

Éditorial.....	01
Plus qu'un mois avant la VIIe Rencontre internationale de la Marche mondiale des femmes !.....	02
La MMF lancera son nouveau livre lors de la VIIe Réunion internationale !.....	03
Le Congrès féministe reprend l'histoire du mouvement féministe au Portugal.....	04
Formations féministes en Belgique.....	05
IVe Assemblée des peuples des Caraïbes.....	06
Processus du Forum Social Mondial : Amazonie, Europe, Amériques.....	07
Critique féministe de la société de marché.....	09
Participation de la MMF à la Rencontre des peuples de l'ASACR.....	11
Les semailles de la MMF dans l'Afrique Australe et le sud d'Asie	13
L'organisation du IVe Sommet de solidarité des peuples de l'Afrique Australe.....	14
CN du Kenya : la lutte continue.....	15
« Gender » au programme de la Conférence pour la Justice climatique à Bangkok en Thaïlande.....	16
Le Forum mondial Nyéléni pour la souveraineté alimentaire : le temps de la réflexion, un an et demi après..	17
Calendrier des événements.....	20
Prochain numéro / Contacts.....	20

ÉDITORIAL

Chères amies,

Deux moments-clés de la vie du mouvement permettent aux militantes de la Marche mondiale des femmes (MMF) des cinq continents de se réunir : les rencontres internationales qui se déroulent tous les deux ans et les Actions internationales qui ont lieu tous les cinq ans. Pour des raisons évidentes, notamment logistiques et financières, nous ne pouvons nous rencontrer avec une plus grande fréquence au niveau international (si bien que, au niveau régional, cela est bien sûr plus faisable) et, de ce fait, nous sommes très conscientes de l'importance de la prochaine Rencontre internationale qui aura

lieu en Galice. Comme vous pourrez le lire dans cette troisième édition de 2008 du bulletin international, la date de la Rencontre approche et la CN de Galice et le Secrétariat international (formant le Comité organisateur) concentrent leurs efforts autour de cet événement depuis déjà quelques mois.

La VIIe Rencontre internationale qui s'étend sur 7 jours est importante, non seulement pour les raisons mentionnées dans l'article qui suit, mais aussi parce qu'il est temps de réfléchir et de regarder l'évolution de la Marche mondiale des femmes, en termes de nombre, croissance, force et crédibilité au cours de ces dix années d'existence.

En effet, lors de cette **septième** rencontre, on fêtera aussi le dixième anniversaire de la **première** Rencontre internationale qui avait eu lieu le 18 octobre 1998, à New York, le jour après l'apogée des Actions internationales de 2000, face au siège de l'ONU. Une décennie de lutte féministe internationale (pour reprendre une partie du titre du nouveau livre de la Marche qui sera lancé lors de la Rencontre - voir l'article ci-dessus) ce n'est pas rien et nous sommes très enthousiasmées de pouvoir célébrer ce moment ensemble en Galice.

Outre les informations sur la Rencontre internationale, cette édition donne également des nouvelles du Congrès féministe de l'UMAR au Portugal, des séminaires de formation du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM) et de la Vie féminine en Belgique, de la IVe Assemblée des peuples des Caraïbes, les préparatifs pour le Forum social

mondial 2009 à Belém et des forums régionaux, de la présence de la MMF à la Rencontre des peuples de l'ASACR 2008. Également au sommaire de cette édition, les jeunes pousses de la MMF dans le sud de l'Afrique et au Sri Lanka, le Sommet de solidarité des peuples de l'Afrique Australe, la Conférence sur la justice climatique en Thaïlande et la rencontre, réalisée au Mali, concernant le suivi du Forum Nyéléni sur la souveraineté alimentaire.

Conscientes de la quantité de nouvelles dans ce bulletin, nous avons aussi inclue un article récemment publié par la MMF du Brésil sur la marchandisation de la vie, des corps et de la sexualité des femmes, un des quatre ateliers que nous offrons aux participantes de la Rencontre internationale durant le jour de formation féministe. Nous nous voyons en Galice !

São Paulo, septembre 2008

PLUS QU'UN MOIS AVANT LA VIIIE RENCONTRE INTERNATIONALE DE LA MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES !

Ces deux derniers mois, le Comité organisateur de la 7e Rencontre internationale de la MMF a eu le plaisir de recevoir vos formulaires d'inscription et d'apprendre que nous allons pouvoir rencontrer bon nombre des membres de la « famille MMF » en personne, en octobre...

Jusqu'à présent nous avons reçu 43 inscriptions des Coordinations nationales (CN), et quelques autres pays nous ont confirmé l'envoi de représentantes... Nous espérons donc voir environ 90 déléguées de 45 pays, outre d'autres alliées et activistes de la MMF conviées en tant qu'invitées et observatrices. Nous serons donc, au total, au moins 150 participantes : déléguées, invitées, observatrices et travailleuses.

Du 14 au 21 octobre, ces participantes se réuniront à la Résidence de formation et de rencontre de Panxón près de Vigo, en Galice, pour :

- Définir et prendre des décisions au niveau régional et international concernant l'Action internationale de 2010 ;
- Approuver officiellement nos principales lignes politiques ;

- Faire avancer nos débats politiques et approfondir nos connaissances autour d'un certain nombre de thèmes féministes: la marchandisation de la vie et du corps des femmes; l'offensive de la droite contre l'autonomie des femmes; les expériences et défis du travail avec les jeunes femmes ; et l'éducation populaire ;

- Discuter et effectuer le suivi des quatre Champs d'action de la MMF ;

- Réaliser notre Assemblée générale, durant laquelle les déléguées s'attelleront aux questions internes de la MMF, comme l'approbation des finances et le rapport de la VIe Réunion internationale (au Pérou), l'élection des nouveaux membres du CI, et les décisions à prendre au sujet de la VIIIe Réunion...

Le programme a été approuvé par les membres du Comité international ; la documentation à partir de laquelle les discussions seront mises en place (documents des Champs d'action et propositions pour notre Action globale de 2010, le procès-verbal de la 6e Réunion internationale, une lettre

comportant des informations pratiques) a été envoyée aux CNs, et démarches en vue de l'engagement des interprètes et de la location de l'équipement d'interprétation sont en cours... Tout compte fait, les préparatifs de la Réunion internationale 2008 vont bon train ! S'il vous plaît, nous envoyer vos commentaires relatifs aux documents des Champs d'action et propositions pour l'Action globale de 2010 jusqu'au **30 septembre**, par e-mail : minobre@marchemonde.org.

Outre sa prise en charge de toute la logistique de la Réunion (infrastructure, équipement d'interprétariat, transport...), la CN galicienne déploie tous ses efforts dans la préparation du week-end sur la Souveraineté alimentaire (Forum international, Marché autour de la Souveraineté alimentaire et la consommation responsable, manifestation et création de la *milladoiro* qui sera ouvert à d'autres acti-vistes et au grand public du territoire / de la région. Des conférencières ont été invitées au Forum du samedi soir, des plans ont été préparés pour le marché pour le week-end tout entier, le chemin à prendre

a déjà été étudié pour la manifestation et le *milladoiro* a déjà été conçu par les femmes artistes de l'École des Beaux-Arts de Potevedra de la région... Pour que leur conception soit réussie, n'oubliez surtout pas que **chaque CN doit amener une pierre de son pays en Galice**, d'environ 3 cm de hauteur, 3 cm de largeur et 3 cm de profondeur.

Les CNs qui n'ont pas encore envoyé les formulaires « droits d'inscriptions » et « d'arrivées et départs » de leurs déléguées au Comité organisateur, veuillez le faire par e-mail dans les plus brefs délais : vigo2008@marchemonde.org. N'hésitez surtout pas à nous contacter par e-mail à la même adresse si vous avez une quelconque question ou la nécessité de plus d'informations ou d'un soutien pour la collecte de fonds.

Nous avons hâte de vous voir très bientôt en Galice où nous nous unirons sous la bannière de la MMF, partagerons nos expériences, nous fortifierons en tant que militantes, et rappellerons notre lutte au monde entier : « Tant que toutes les femmes ne seront pas libres, nous serons en marche ! »

STOP PRESS : LA MMF LANCERA SON NOUVEAU LIVRE LORS DE LA VIIIE RÉUNION INTERNATIONALE !

Nous sommes heureuses d'annoncer que nous allons lancer un livre intitulé « La Marche mondiale des femmes 1998 - 2008 : une décennie de lutte internationale féministe » à la Réunion internationale, en octobre. Publié en trois versions différentes - espagnol, français et anglais - le livre examine l'identité collective et internationale de la Marche, retrace les avancées du mouvement au travers de documents historiques clés, et regarde vers le futur en considérant les défis actuels. Il comporte également un poster détachable de la chronologie de l'histoire de la Marche illustrée avec des textes courts et des photos couleur.

Ce dernier livre sur la MMF vient s'ajouter et fait suite aux précédentes publica-


tions internationales, à savoir : « Pas à pas pour changer le monde : une mosaïque en hommage aux luttes des femmes » (2000), « Femmes en marche : Regards sur les actions et revendications de la Marche mondiale des femmes » (2002), « La Charte mondiale des femmes pour l'humanité » (2004) et « Changer de cap : les objectifs de développement du millénaire (ODM) au crible de la Charte mondiale des femmes » (2005), ainsi que les nombreux articles publiés au cours du temps. Ces publications sont disponibles (du moins certains passages) sur le site web de la MMF, sous la section « Publications » :  <http://www.worldmarchofwomen.org/publications/en/>

« LE CONGRÈS FÉMINISTE » REPREND L'HISTOIRE DU MOUVEMENT FÉMINISTE AU PORTUGAL

Plus de 500 personnes, des femmes pour la plupart, militantes du mouvement des femmes, du mouvement LGBTTT, des universitaires et des artistes, ont participé au Congrès Féministe organisé par l'UMAR (l'Union des femmes Alternative et Réponse) qui s'est tenu à Lisbonne, au Portugal, du 26 au 28 juin 2008. L'initiative a constitué une opportunité pour les Portugaises de reprendre l'histoire du mouvement dans le pays.

En 1924 et 1928 ont été réalisés les 1er et 2e Congrès féministe et de l'éducation. Dans les années 40, l'écrivain Marta Lamas a parcouru le pays pour connaître les joies, le travail et les douleurs des femmes de son époque, expérience retranscrite dans son œuvre *Les femmes de mon pays*. En préparation pour le Congrès, la Commission d'organisation a réalisé la 'Route des féministes' qui a parcouru des villes et des villages portugais entre les 7 et 9 mars avec des débats et des manifestations.

Le Congrès s'est réalisé dans un contexte marqué par la consolidation de l'accès des femmes à l'avortement après la victoire du Oui au référendum il y a un an, par les grandes manifestations des enseignantes contre le contrôle et la pression exercés sur leur travail, et par les politiques restrictives dans le cadre de la migration. Tous ces thèmes ont été présents dans la programmation du Congrès qui a également abordé des sujets tels que la participation politique des femmes, les médias, le syndicalisme, entre autres. La solidarité internationale s'est exprimée à travers des cas concrets. Par exemple, Euridice Monteiro du Cap Vert a invité les participantes à manifester leur appui aux étudiantes qui ne peuvent pas s'inscrire dans les écoles quand elles sont enceintes.

 (<http://www.ipetitions.com/petition/discriminacaonaescola/index.html>)

Lors de la Conférence d'ouverture, ont été exprimées des réflexions convergentes avec celles discutées par la Marche mondiale des femmes. Elisabete Brasil, présidente de l'UMAR,

a affirmé que « l'agenda féministe doit être entrelacer avec celui des autres mouvements sociaux ». Sônia Alvarez, de l'Université de Massachusetts à Amherst, a parlé, quant à elle, de « rénovation et radicalisation » des féminismes en Amérique latine ancrés dans la « résistance au néolibéralisme » contrastant avec le féminisme politiquement correct des couloirs de l'ONU et de la Banque Mondiale.

Le féminisme à l'ère de la globalisation

Au cours du débat sur le thème « Féminismes, mouvements sociaux et politiques publiques », Miriam Nobre a parlé des limites et des possibilités d'articulation et d'échanges entre le mouvement féministe et les autres mouvements sociaux.

La relation entre le mouvement féministe et la gauche a été marquée par des tensions. Au cours du XIXe siècle, de nombreux militants ont refusé aux femmes le droit au travail et à l'organisation, les exhortant à être mères. Au milieu du XXe siècle, le mouvement féministe formulait plusieurs critiques à l'égard de la gauche traditionnelle sur ses analyses limitées à l'exploitation de classe et sur ses méthodes hiérarchiques et sexistes. D'un côté, l'organisation et le militantisme des femmes ont été très souvent utilisés comme moyens de diffusion pour le parti, de l'autre, elles ont aussi été accusées de diviser la dite « lutte générale ».

À la fin du XXe siècle, un nouveau mouvement contestataire, face à la mondialisation capitaliste et néolibérale, a vu le jour. Le néolibéralisme a signifié une expansion de la société de marché dans l'espace et le temps, établissant le marché comme paramètre des relations entre les personnes, des personnes avec leurs corps, des personnes avec la nature. Dans un contexte où le marché et ses institutions organisent la vie des femmes, les actions dirigées vers l'État, les revendications pour des politiques publiques et des changements légaux et, comme mode d'action pri-

oritaire, la participation des spécialistes en telles politiques, deviennent insuffisantes.

L'émergence d'une nouvelle génération politique avec le mouvement altermondialiste rénove le féminisme en termes d'analyses et de formes d'action. Par exemple, l'offensive contre la marchandisation se

traduit par des manifestations dans la rue, l'action directe. En outre, il ne s'agit plus d'ajouter les droits des femmes ou la transversalité du genre à ce qui existe déjà. La base de l'action est la résistance à l'ordre patriarcal, capitaliste, raciste, homophobe, et le renforcement de toutes sortes d'alternatives.

FORMATIONS FÉMINISTES EN BELGIQUE

Le CADTM – Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde a organisé un week-end de formation : « Pas de développement sans émancipation des femmes » à La Marlagne en Belgique les 5 et 6 juillet 2008. Presque 50 participant-es, une majorité de femmes, de la Belgique et la France, ont discuté des différentes conceptions du féminisme, de leurs critiques aux modèles de développement et des stratégies des mouvements des femmes.

Le CADTM s'est engagé à amplifier l'impact de cette formation en publiant un

dossier dans sa revue « Les Autres Voix de la Planète » et en réalisant un module de formation sur le genre. Les participantes se sont, quant à elles, entendues sur la nécessité de recréer des groupes militants de base, surtout auprès des jeunes, et des actions collectives. L'action globale de la Marche mondiale des femmes est une belle occasion.

En route vers la Marche mondiale des femmes 2010 ! La Vie Féminine a proposé ce thème lors de sa Semaine d'étude « ToutEs autre chose » qui a réuni 370 femmes à Floreffe, Belgique, de 1er au 3 juillet 2008. Vie Féminine



Miriam Nobre parle au week-end de formation de la CADTM



Femmes participantes à la formation de la Vie Féminine

est un mouvement féministe d'action interculturelle et sociale qui rassemble plus de vingt mille femmes de cultures et âges différents en Belgique. Nous avons discuté des quatre champs d'action de la Marche, de notre façon de nous organiser, et des propositions pour les actions globales.

La Coordination Nationale de la Marche en Belgique a donné les premiers pas pour l'organisation de l'action globale de 2010 : elles ont lancé un Appel aux groupes des femmes de tout le pays pour la préparation d'une action commune le 8 mars 2010.

IV^E ASSEMBLÉE DES PEUPLES DES CARAÏBES

Composée d'îles dont la population varie entre 5000 habitants (Montserrat) et 11 millions (Cuba), la région des Caraïbes a une forte culture des mouvements sociaux et de lutte contre la domination, l'esclavagisme et le système culturel imposé durant des siècles par les colonisateurs. Aujourd'hui, beaucoup de pays résistent à la néo et recolonisation (Martinique et Guadeloupe par les Français, Bonaire et Curaçao par les Hollandais, Anguila et les îles Vierges par les Anglais), à l'occupation militaire étrangère (Haïti), à la domination économique et politique des États-Unis (Porto Rico) et aux embargos économiques (Cuba).

Dans ce contexte, la IV^e Assemblée des peuples des Caraïbes - une rencontre stratégique pour les mouvements sociaux de la région - a réuni 167 hommes et femmes délégués de 20 pays dans la province de la Havane à Cuba, du 30 juin au 4 juillet 2008. Des représentants de mouvements et organisations sociales, des paysans, des femmes (y compris de la MMF), des groupes de la base, des jeunes, des syndicats,

des partis politiques et des ONG, mais aussi, des représentants des réseaux et campagnes continentales, les délégués se sont réunis pendant 5 jours pour dénoncer : l'augmentation de la militarisation de la région ; la criminalisation de la protestation sociale ; la politique économique néolibérale par le biais notamment des Traités de libre-échange (TLE) et des Accords de partenariat économique (APE), les privatisations et le pouvoir croissant des organisations transnationales ; la menace à la souveraineté alimentaire et énergétique ; le changement climatique. Comme le signale la déclaration finale de l'Assemblée, « ce modèle (de capitalisme globalisé) de domination, ancré dans le patriarcat, le racisme et l'exclusion est la source de la pauvreté généralisée de nos peuples. Notre lutte a besoin d'être orientée vers la construction d'un autre monde qui s'appuie sur l'égalité entre les hommes et les femmes et la justice sociale ».

Le premier jour de l'Assemblée, les militantes de Marche mondiale des femmes de Cuba, de Haïti, de la République Dominicaine

et du Secrétariat international ont participé avec d'autres copines aux Forum des femmes afin d'échanger des expériences de lutte dans la région et discuter sur les alternatives. Malgré le fait que le débat aurait pu être plus fructueux, la MMF a réussi à aborder avec les autres participantes divers sujets comme les défis actuels et futurs, les objectifs, les lignes de lutte, les 4 Champs d'action de la MMF,



A. Carol Jacob de la CN haïtienne à la IV Assemblée des peuples Caraïbes

B. Celia Alldridge du SI, partage les principaux champs d'action et lutes de la MMF dans la plénière

la Rencontre internationale de Galice, les propositions pour l'Action globale de 2010, etc. La Marche en a aussi profité pour réaliser des contacts avec les femmes des pays caribéens où l'organisation n'est plus active en dépit des activités réalisées par le passé dans la région (comme, par exemple, celles liées aux actions mondiales de 2005 à la Trinité-et-Tobago et au Suriname) mais où il existe un intérêt pour relancer la MMF, en particulier dans le contexte de l'Action globale de 2010.

Nous avons également été invitées à présenter nos principales Champs d'action, nos luttes et attentes au cours de la Réunion plénière des réseaux, campagnes et mouvements sociaux où d'autres mouvements-clés pour la région et le continent avaient également été conviés.

PROCESSUS DU FORUM SOCIAL MONDIAL : AMAZONIE, EUROPE, AMÉRIQUES

Plusieurs activités ont marqué le processus du FSM durant cette période, aussi bien au niveau mondial que régional. Voici les principales nouvelles à ce sujet :

FSM 2009 en Amazonie

Lors de la réunion réalisée en juillet à Belém dans l'État du Pará au Brésil, ont été définis les 10 objectifs d'action autour desquels le programme du FSM sera organisé. Ces objectifs sont le résultat d'une consultation publique importante des diverses organisations et entités qui participent au processus FSM :

1. Pour la construction d'un monde de paix, de justice, d'éthique et de respect des différents types de spiritualité, libéré des armes,

principalement nucléaires ;

2. Pour la libération du monde de l'emprise du capital, des multinationales, de la domination impérialiste patriarcale, coloniale et néo-coloniale et des systèmes inégaux de commerce avec l'annulation de la dette des pays les plus pauvres ;
3. Pour l'accès universel et durable aux biens communs de l'humanité et aux ressources de la nature, la préservation de notre planète et de ses ressources, en particulier de l'eau, des forêts et des sources d'énergie renouvelable ;
4. Pour la démocratisation et la décolonisation de la connaissance, de la culture et de la communication, la création d'un système de partage des connaissances et des savoirs et le démantèlement des droits de propriété intellectuelle ;
5. Pour la dignité, la diversité, la garantie de

l'égalité, sans discrimination de genre, de race, d'éthnie, de génération, d'orientation sexuelle ; pour l'élimination de toute autre forme de discrimination en général et des castes en particulier (discrimination fondée sur la descendance) ;

6. Pour la garantie (tout au long de la vie et pour tous les individus) des droits économiques, sociaux, humains, culturels et environnementaux, en particulier des droits à l'alimentation (avec la garantie de la sécurité et de la souveraineté alimentaire), à la santé, à l'éducation, au logement, à l'emploi, à un travail digne et à la communication ;


7. Pour la construction d'un ordre mondial basé sur la souveraineté, l'autodétermination et les droits des peuples, y compris des minorités et des populations migrantes ;

8. Pour la construction d'une économie démocratique, émancipatrice, durable et solidaire, avec un commerce éthique et équitable, bénéficiant aux peuples ;

9. Pour la construction et l'augmentation de structures et institutions politiques et économiques (locales, nationales et mondiales) réellement démocratiques, avec la participation de la population dans les décisions et le contrôle des affaires et des ressources publiques ;

10. Pour la protection de la nature (Amazonie et autres écosystèmes) comme source de vie pour la planète Terre, et pour la défense des peuples originaires du monde (autochtones, afro-descendants, tribus, peuples riverains), la préservation de leurs langues, cultures, identités, spiritualité et la revendication de leurs territoires, de la qualité de vie et de la justice en matière d'environnement.

Pour le FSM 2009, il sera également possible d'inscrire des activités d'échange d'expériences, de bilan des mouvements altermondialistes et du processus du Forum Social mondial, traitant aussi des perspectives futures de ceux-ci, pas nécessairement liées à un des 10 objectifs présentés plus haut.

Les inscriptions des participant-es rattachées à des organisations et les propositions d'activités pour le FSM 2009 ont commencé en septembre. Elles peuvent être réalisées par le site :  <http://www.fsm2009amazonia.org.br/>. Attention, la date buttoir d'inscription pour les propositions d'activités autogérées est le **31 octobre 2008**.

Forums régionaux : Europe et Amériques

La Marche organise ou co-organise des activités autour de ses champs d'action et de la préparation de l'Action de 2010 dans deux Forums régionaux qui auront lieu en septembre et octobre 2008.

Le premier est le Forum Social Européen qui a eu lieu à **Malmö, du 17 au 21 septembre**. Lors de cet événement, la Marche a participé à l'organisation des activités suivantes :

- Féministes en action pour une autre Europe, pour un autre monde
- Assemblée sur la souveraineté alimentaire : que pouvons-nous faire pour sa mise en œuvre en Europe ?

Et a été invitée à parler dans les activités suivantes :

- Assemblée des mouvements contre la guerre, la militarisation, les bases militaires, l'industrie des armes
- Assemblée des femmes, le 17 septembre

Une quatrième activité intitulée "Assembly Charter – another Europe is possible: social and democratic rights for all" (« Assemblée de la Charte – une autre Europe est possible : des droits démocratiques et sociaux pour tous !») avait pour objectif de confronter les résultats des divers séminaires et ateliers liés à l'Europe (quelque soit le thème abordé) et la construction d'alliances visant à promouvoir les mobilisations, actions et campagnes et à développer des stratégies, visions, alternatives communes et analyses des questions liées au contexte actuel.

Le Forum Social des Amériques se tiendra, quant à lui, du **7 au 12 octobre**, dans la capitale du **Guatemala**. La Marche est à l'initiative ou participe à l'organisation des activités suivantes :

- La Marche Mondiale des Femmes : cap sur l'action de 2010
- Alternatives Féministes pour une intégration qui engendre l'égalité.

Une troisième activité est en cours d'organisation, sur le thème de la paix et la démilitarisation dans le prolongement de la IIe Rencontre hémisphérique pour combattre la militarisation qui aura lieu au Honduras du 3 au 5 octobre.

Pour plus d'informations :

FS Européen :  <http://www.esf2008.org/>

FS des Amériques :

 <http://www.forosocialamericas.org/>

Nous allons analyser dans ce texte la marchandisation comme la caractéristique principale des sociétés basées sur le libéralisme économique. Dans ce modèle, les relations entre les personnes sont évaluées selon leur rapport avec la marchandise. Les marchandises semblent avoir une valeur en soi, et l'on oublie l'énorme quantité de travail fourni pour les produire.

Ce système ne se propage pas seulement à travers la colonisation des régions de la planète où les sociétés étaient déjà organisées de façon différente ; il se propage en augmentant le rythme et l'intensité de l'exploitation du travail dans les usines, les foyers et les bureaux. Aujourd'hui, les nouvelles frontières du marché empiètent sur nos droits, sur l'environnement, sur la génétique des êtres vivants, sur les connaissances et la créativité des êtres humains.

Après une forte résistance des peuples, principalement les luttes contre l'OMC et les Traités de libre-échange, on s'aperçoit que le modèle passe par une crise. Mais il conserve encore son hégémonie, même s'il n'est plus en mesure de se présenter comme la seule alternative. La construction d'une pensée critique et d'actions directes contre la marchandisation est fondamentale pour construire dans notre société l'hégémonie d'un autre modèle fondé sur le bien-être de l'humanité.

La place des femmes dans la société de marché

Le marché est devenu l'organisateur de l'économie. Il nous impose donc une façon d'organiser nos vies et de définir ce qu'est être une femme. Selon la vision de marché, être une femme c'est être flexible, avoir de la patience pour accepter des conditions de travail de plus en plus difficiles et des salaires de moins en moins élevés. C'est se sacrifier et travailler au noir sans aucune garantie de ses droits. C'est être responsable et s'occuper seule de la maison, des enfants, des personnes malades, après une journée de travail.

C'est ainsi que la société de marché exploite gratuitement le travail domestique des femmes pour éviter à fournir des services publics de santé et d'éducation, des installations comme

des restaurants populaires, des crèches, des blanchisseries publiques, etc. Le discours que l'on entend dit que les services publics sont une chose du passé, que si nous voulons des hôpitaux et des écoles de qualité, il faut payer pour les avoir.

Dans la vie basée sur le marché, la femme qui, après avoir tant travaillé se sent fatiguée, doit acheter à la pharmacie les nouvelles drogues qui promettent d'en finir avec les douleurs du corps et de l'âme.

Nous sommes des femmes, pas des marchandises !

Dans ce système machiste et capitaliste à la fois, les femmes sont transformées en des marchandises, des objets, par l'industrie de la prostitution et de la pornographie, par la façon dont elles sont exposées dans les publicités qui manipulent les rêves et les désirs en créant des besoins qui n'existaient pas auparavant, uniquement pour augmenter la consommation.

La publicité expose les femmes comme un produit de consommation des hommes (et dont la valeur est établie selon leur volonté) dans le sens propre du terme - il suffit de voir les publicités pour la bière - ou dans le sens figuré - quand elle affirme qu'en achetant le produit X ou Y elles vont attirer les regards de la gente masculine et qu'ils seront heureux, comme si cela était leur attribution principale : être un objet accueillant, attirant, disponible. La publicité vante aussi les innombrables facilités dont les femmes disposent pour pouvoir exécuter leur lourde charge quotidienne de travail, comme les produits de nettoyage qui font des miracles pour que les tâches ménagères, qui sont les tâches des femmes, soient plus « efficaces ».

La définition de « féminité » est marquée par une dépendance vis-à-vis des attentes masculines, réelles ou imaginaires. Il suffit de regarder autour de nous pour voir que nous sommes entourées de produits au service de la « féminité » basés sur l'exploitation et la naturalisation de cette dépendance.

Dans les publicités, la femme est toujours représentée comme un objet de consommation qui, pour avoir de la valeur, doit suivre un standard. Pour atteindre ce standard, elle doit

accepter les conditions du marché et consommer une énorme quantité de produits et de services. Les femmes montrées dans les propagandes sont devenues des « modèles de perfection », des prototypes auxquels les femmes veulent s'égaliser, comme si leur réussite en dépendait. L'exposition de l'image et du corps des femmes comme un objet, crée chez elles un sentiment permanent d'insécurité à l'égard de leur corps.

Les formes du corps de la femme, qui sont contrôlées depuis toujours, peuvent aujourd'hui être achetées en suivant les standards de la mode. Selon le secrétaire général de la Société Brésilienne de Chirurgie Esthétique, dans une entrevue au journal Folha de São Paulo, le nombre d'adolescentes qui se font mettre des prothèses en silicone a augmenté de 300 % ces dix dernières années. En 2006, 700 000 interventions de chirurgie esthétique ont été faites au Brésil. Le standard est le même dans d'autres pays du monde comme l'Espagne où une étude de la Société Internationale de Chirurgie Esthétique en 2005 a indiqué que 40,1 % des interventions de chirurgie esthétique pratiquées dans le pays le sont sur des patientes de moins de 21 ans. Ce pays est placé à la quatrième place dans le monde en nombre d'interventions avec un pourcentage de 8,14 %, derrière les États-Unis (12,9 %), le Mexique (9,23 %) et l'Argentine (8,46 %). Le phénomène est aussi important dans les milieux moins favorisés où ces pratiques sont aussi courantes grâce aux paiements échelonnés, aux financements et aux dettes avec des intérêts élevés.

Le droit à notre corps

La marchandisation du corps et de la vie des femmes est aussi présente sur le plan de la sexualité. La détermination d'un standard pour exercer la sexualité féminine et la surveillance et le contrôle constant exercés de façon constante démontrent que, sur le plan du sexe, les femmes doivent aussi être considérées comme disponibles et appartenant aux hommes. La vie sexuelle est marquée par les rapports d'oppression que les femmes vivent dans la société.

Il est évident qu'il existe une banalisation de la sexualité féminine, exposée inlassablement par les médias ou traitée de façon peu respectueuse par les divers secteurs de la société ; la



« Contre la mondialisation de silicone, nous globalisons la rébellion féministe! » La *batucada* (groupe de tambours) Brésilienne manifeste sa irrévérence

sexualité est aussi présentée comme une marchandise disponible. Cette banalisation crée une standardisation de l'exercice de la sexualité qui impose une norme acceptable pour que chacun et chacune vive la sienne. Cette situation démontre que le contrôle sur le corps de la femme et sur la sexualité est très influencé par cette réalité qui transforme tout en choses ou en marchandises.

Par exemple, la nudité féminine est amplement exposée et la sexualité est exploitée, mais le sexe est toujours étroitement lié à la réalisation de la maternité. Dans cette société de marché, nous marchons à reculons : la maternité est une obligation et une condition pour que la femme soit « complète ». C'est un des arguments permanents de la publicité, des propagandes de pâte dentifrice aux assurances maladie.

Le féminisme a remis en cause la fonction sociale de la maternité, la responsabilité des pouvoirs publics de garantir des services de santé

prénatale et d'accouchement, des crèches et des écoles, entre autres politiques. En même temps, les femmes doivent aussi être garanties le droit de décider si elles veulent ou ne veulent pas avoir des enfants et à quel moment.

Le fait d'être une mère biologique s'est aussi transformé en une marchandise avec le marché de la « reproduction assistée ». De plus en plus de femmes considèrent qu'il est naturel d'aller voir un médecin, de prendre des hormones et de se soumettre à des traitements douloureux pour tomber enceinte à tout prix.

La marchandisation du corps, de la vie et de la sexualité de la femme est présente aussi en faisant de fausses promesses dans les industries pharmaceutiques, alimentaires (les deux mines d'or des transnationales) et de la beauté.

Les femmes contre la marchandisation

Être contre la marchandisation du corps et de la vie des femmes signifie combattre la logique qui transforme les femmes en des objets qui peuvent être achetés, vendus, ou même pris de force.

La déconstruction des mécanismes du marché, de l'exploitation du travail, des pressions des médias en passant par les formes nouvelles et anciennes de contrôle du corps, touche au cœur du système capitaliste, et ceci nous permet, à partir des expériences quotidiennes des femmes, de faire une relation entre les situations d'oppression et le fonctionnement de l'ordre économique.

Un des principaux axes qui structurent

les actions de la MMF est la lutte contre le libre-échange ou le libre marché. Au Brésil par exemple, elle a participé à la lutte contre l'OMC, en dénonçant que cette institution ne sert pas uniquement la réglementation commerciale, mais qu'elle a pour objet la marchandisation de toutes les dimensions de la vie. Dans la Campagne contre la ALEA en 2002 (Accord de libre-échange des Amériques), la MMF avait pour slogan « Le monde n'est pas une marchandise ! Les femmes non plus ! ». Ce slogan s'est transformé en un refrain utilisé par le *batucada* (groupes qui jouent des tambours) féministe : « Notre lutte est quotidienne : nous sommes des femmes et pas des marchandises ». Et depuis, la MMF a lutté et résisté, dans plusieurs espaces féminins et mixtes au Brésil, dans les Forums Sociaux Mondiaux, dans les Forums brésiliens, dans les ateliers, les actions directes, les mobilisations, les rencontres au niveau national et de l'Etat, et dans les offensives (comme « l'Offensive contre la marchandisation du corps et de la vie »).

La lutte contre la société de marché et la résistance à la marchandisation du corps et de la vie des femmes est encore un des sujets fondamentaux d'une action féministe qui incorpore la perspective de classe et qui joue un rôle dans la transformation profonde de l'ordre social mondial. C'est-à-dire, pour la construction d'un féminisme non institutionnalisé et militant.

**Texte adapté du Cahier Marche mondiale des femmes, N° 1 – Juin 2008, MMF Brésil*

PARTICIPATION DE LA MMF À LA RENCONTRE DES PEUPLES DE L'ASACR

La Rencontre des peuples de l'ASACR est un moment de convergence régionale annuelle des peuples, organisations et mouvements, en parallèle au sommet annuel de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), à laquelle les chefs des Etats ou gouvernements des pays membres se rendent. En 2008, elle s'est tenue au Parc Viharamahadevi, à Colombo au Sri Lanka, du 18 au 20 juillet, et a compté approximative-


ment 500 participant-es de sept pays (Bhoutan, Pakistan, Inde, Maldives, Népal, Bangladesh, Sri Lanka.) unis sous le slogan : « Peuples d'Asie du Sud, unissez-vous ! Pour la Justice, la Paix et la Démocratie ! »

Au programme, une partie a été consacrée au débat de la Marche mondiale des femmes d'Asie du Sud sur la violence contre les femmes le 19 juillet à 14 h sur la scène du Théâtre en plein air du parc. Quarante femmes

et hommes du Sri Lanka (Colombo), du Népal, de l'Inde et du Pakistan s'y sont présentés pour prendre part à la discussion. Zahida Hina, écrivaine et journaliste au Pakistan, et de surcroît très populaire en Asie du Sud, a présidé le débat pendant que Farhat Parveen - coordinatrice de la MMF au Pakistan - a présenté son article sur la situation de la violence envers les femmes et la pauvreté au Pakistan. Les participants lui ont ensuite posé des questions et ont également demandé des informations sur les politiques publiques pakistanaïses.

Puis, Saleha Athar a présenté un article provocateur et portant à réfléchir sur les niveaux de violence envers les femmes et de pauvreté de la région, dépeignant la situation dans les sept pays. Après avoir présenté son article, un débat a été mené sur les circonstances et les causes engendrant la position secondaire de la femme dans la société. Les participantes ont fait part de leurs points de vue quant aux conditions politiques et économiques subies par les femmes d'Asie du Sud, et ont discuté le statut de la femme dans la société patriarcale de l'Asie du Sud. Les problèmes des femmes actives ont été contextualisés, comme les bas salaires, inférieurs à ceux des hommes : la journée de travail des femmes est plus longue que celle des hommes ; l'absence de sécurité ne permettant pas aux femmes de se libérer du harcèlement sexuel au travail, et la croissance

du trafic des femmes et de la prostitution. À la fin de la réunion, des suggestions ont été débattues concernant cinq stratégies : la révision de notre cadre conceptuel, la construction d'une base populaire importante et forte, la reformulation de nos structures, un programme d'échanges et la création de nouveaux emplois pour les femmes. Ces stratégies sont décrites en détail dans l'article, en anglais, de Saleha Athar sur le site web de la MMF :

 <http://www.marchemondialedesfemmes.org/structure/cn-groupes/asie-oceanie/pakistan/newspk092008/papersathar072008/en>

Déclaration de la Marche mondiale des femmes en Asie du Sud lors au ASACR

Nous, femmes de l'Asie du Sud, dénonçons, condamnons et nous opposons à toute attitude, stratégie politique et action de personnes, organisations, organismes, états et gouvernements contre la paix, le progrès, la prospérité, l'unité et la pureté de la fraternité, la solidarité et l'amour du prochain, conduisant à la pauvreté, la guerre, la faim, les suppressions et les conflits.

Nous, femmes de l'Asie du Sud :

1. dénonçons les systèmes séculaires pérennes maintenant une relation sociale patriarcale entre les hommes et les femmes et soutenant les idées fondamentalistes, les traditions féodales et la masculinité, rendant la vie des femmes misérable.
2. dénonçons la solide emprise des us et coutumes sur les femmes dans les sociétés promouvant la violence contre les femmes comme le viol, les crimes des femmes brûlées vives, les tortures physiques, le trafic des femmes, les meurtres pour « l'honneur », la prostitution, le harcèlement au travail.
3. dénonçons les politiques



Des femmes participent aux rassemblement massive le dernier jour de la Rencontre des peuples de l'ASACR à Colombo

économiques se répercutant sur la vie des êtres humains et les réduisant à la pauvreté, comme la mondialisation néolibérale et les politiques déterminées par l'OMC, le FMI et la Banque Mondiale.

4. condamnons les chefs de pays et forces politiques soutenus par les États-Unis pour leurs intérêts personnels, et montant des conflits dans leur propre pays et dans leurs pays voisins.

5. censurons toute sorte d'ogives et d'armes nucléaires conçues au nom de la défense du pays et de la paix dans la région.

6. dénonçons toute action au nom de la guerre contre la terreur ; les États-Unis sont en train de créer une situation belliqueuse (en Afghanistan, dans le nord du Pakistan, en Iraq) et poursuivent la même stratégie dans divers autres pays de l'Asie du Sud.

LES SEMAILLES DE LA MMF DANS L'AFRIQUE AUSTRALE ET LE SUD D'ASIE ...

Dans les régions de la planète traditionnellement sous-représentées dans la Marche Mondiale des Femmes (pour des raisons linguistiques et autres), les groupes de femmes de la base s'intéressent de plus en plus à nous et sont avides d'en savoir davantage à notre sujet pour se joindre à nous et former leur propre Coordination nationale (CN), grâce à la motivation et le travail insatiable des membres du Comité International de ces régions.

Le sud de l'Afrique est à deux doigts de constituer officiellement la CN de la MMF la plus récente : une réunion nationale a eu lieu la première semaine de septembre, juste avant la réunion internationale en Galice.

L'activisme des membres de la MMF est connu de longue date dans le pays et apprécié des femmes de la base, des femmes rurales et des groupes de syndicats ; la création d'une CN officielle fait donc l'objet d'un très grand enthousiasme de la part de ces femmes. Le Réseau des femmes rurales, par exemple, a demandé de l'aide à la MMF pour organiser une réunion régionale des femmes.

Pendant ce temps, au Sri Lanka, le dernier pays en Asie du Sud méridionale à démarrer son processus de formation d'un CN (suivant de près le

Bangladesh, dont la CN a été formée fin 2007 et celle du Népal début 2008) ; cela a donc été le temps des semailles de la MMF. Après maintes tentatives frustrées par courriels pour établir le contact avec les organisations de femmes du Sri Lanka, Saleha Athar du Comité international, membre pour la sous-région, est parvenue à rencontrer plusieurs d'entre elles en personne, en juillet, au cours d'un voyage au pays pour organiser la Rencontre des peuples de l'ASACR en 2008 (voir article au-dessous). Saleha a organisé un débat de consultation en vue de discuter le problème de la violence contre les femmes, et en a profité pour partager et discuter la documentation de la MMF avec les partici-



La Journée internationale des femmes 2008 en Afrique du Sud

pants, dont plusieurs (en particulier celles du Centre pour le développement solidaire des activités de la pêche) se sont montrées intéressées et ont l'intention d'inviter d'autres groupes de femmes à les joindre dans la création d'une CN au Sri Lanka.

Nous souhaitons à ces pays la bienvenue dans la famille de la MMF et partageons leur enthousiasme

dans leur travail en vue de la construction de la solidarité entre les organisations de femmes de la base qui luttent pour éliminer entièrement les causes de la pauvreté et de la violence contre femmes !



Les semailles de la MMF au Sri Lanka

L'ORGANISATION DU IVE SOMMET DE SOLIDARITÉ DES PEUPLES DE L'AFRIQUE AUSTRALE

Wilhelmina Trout, membre du Comité International de la MMF, a joué un rôle central dans l'organisation du récent Sommet de solidarité des peuples du Réseau de la solidarité des peuples du sud de l'Afrique qui a rassemblé des délégués des pays de l'Afrique Australe : l'Angola, le Malawi, l'île Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Lesotho, l'Afrique du Sud, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe.

Plus de quatre cents représentant-es de mouvements sociaux et organisations syndicales, des réseaux pour la justice économique et des organisations religieuses, de communauté et de la jeunesse, ainsi que des ONGs de santé, de l'environnement, des droits des êtres humains et autres se sont rassemblés à Gauteng, en Afrique du Sud, du 14 au 16 août, pour discuter leurs inquiétudes communes et présenter leurs demandes et alternatives aux gouvernements de la communauté pour le développement de l'Afrique Australe (CDAA) pendant leur réunion qui s'est tenue dans la même ville, aux dites dates. La manifestation de la société

civile, le samedi 16 août, s'est terminée sur le lieu de réunion des chefs d'état où la Déclaration du Sommet pour la solidarité des peuples leur a été remise.

Ce quatrième Sommet annuel de solidarité des peuples de l'Afrique Australe a eu lieu pendant une période de tensions politiques croissantes au sein de la CDAA et de situations économiques et sociales en détérioration pour la plupart des peuples de la région. Au vu du contexte, les discussions tenues et la déclaration finale du sommet se sont concentrées sur des propositions et des demandes concernant les problèmes suivants : Démocratie et abus des droits de l'homme ; Pauvreté et chômage ; Insécurité alimentaire et faim ; Crise sanitaire et insécurité sociale ; Privatisation des services ; Poids de la dette et dépendance des aides ; Déficits commerciaux et fuite des capitaux ; Dangers des changements climatiques et crise énergétique.

Les comptes-rendus de la délégation zimbabwéenne concernant la situation politique et économique actuelle de leur pays

étaient consternants. Les femmes zimbabwéennes ont relaté leurs histoires atroces de tueries, viols et de continuelles pénuries de vivres ; la situation est tellement alarmante que les participantes au sommet ont emporté du pain dans leurs valises dans l'espoir de nourrir leur famille de retour à la maison.

Les pauses cafés ont permis à Wilhelmina de parler avec les femmes déléguées du travail de la Marche Mondiale des Femmes pour voir comment la MMF pourrait disséminer les

histoires des femmes de l'Afrique australe aux femmes tout autour de la planète, en particulier à cette époque si décisive pour le Zimbabwe. Les Femmes de Zambie, du Malawi et du Zimbabwe se sont engagées à établir la présence de la Marche Mondiale dans leur pays respectif. « Nous pouvons vraiment regarder en avant, car nous aurons une bonne représentation des femmes de l'Afrique Australe à la réunion de l'Afrique Continentale prévue pour l'année prochaine. » a conclu Wilhelmina.

CN DU KENYA : LA LUTTE CONTINUE

Ces derniers mois, la CN du Kenya de la MMF, avec l'appui spécial du Groupe de théâtre des droits humains « 5 Siècles », a fait partie de l'organisation et coordination de plusieurs activités.

Le 31 mai, par exemple, la MMF avec d'autres organisations de la société civile a organisé un « match solidaire pour les pauvres » pour interpréter la frustration des pauvres en milieu urbain avec l'augmentation du prix de la nourriture et le coût élevé de la vie. Le défilé a été interrompu par la police et 7 personnes ont été détenues (elles ont été libérées trois jours plus tard moyennant le paiement d'une caution de 10.000 Shillings - environ 99 euros - chacun).

Malgré ces actions dissuasives, la MMF avait déjà mobilisé une grande quantité de femmes qui attendaient au point d'arrivée de la manifestation et elles se sont exprimées avec leurs casseroles et cuillères mettant en scène le vide de leurs récipients. Les femmes ont parlé de leurs souffrances et du problème des salaires inférieurs à ceux des hommes pour des travaux égaux.

En juin, la MMF a activement participé à la mobilisation du 26 marquant la Journée internationale d'appui aux victimes de la torture avec une rencontre pacifique face à Nyayo House, à Nairobi, qui avait été utilisé par le gouvernement de Moi dans les années 90 pour détenir et torturer des personnes. La police



La MMF au Kenya rappelle la Journée internationale en soutien aux victimes de la torture

a dispersé la rencontre avec des gaz lacrymogènes mais, après de nombreuses protestations, l'événement a pu reprendre son cours et d'anciens prisonniers ont livré des témoignages déchirants. La MMF a été présente prônant solidarité à toutes les victimes de la torture, mais en particulier aux femmes. Le jour suivant, le 27, les organisations de la société civile, y compris la CN du Kenya, ont réalisé une manifestation politique en solidarité avec le peuple du Zimbabwe, l'organisation « Women of Zimbabwe Arise » (WOZA - Femmes du Zimbabwe debout) et toutes les

femmes du Zimbabwe victimes des tortures du mauvais gouvernement de Mugabe.

Actuellement, la MMF participe avec les membres du réseau Tukomeshe Unajisi à une campagne de boycott des produits Java en signe de protestation contre le patron de la chaîne de cafétérias Java qui a abusé sexuellement de mineurs. Le procès continue. Plus récemment, le 12 juillet, la MMF a mobilisé des femmes à Kamujunji pour une action communautaire pour détruire les foyers de choléra dans la zone, un exercice qui a été un succès.

« GENDER » AU PROGRAMME DE LA CONFÉRENCE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE À BANGKOK EN THAÏLANDE

Esperanza Santos, de la Coordination nationale des Philippines, a été parmi les 170 militant(e)s – des pêcheurs, des paysans, des représentants des peuples autochtones et des peuples des forêts, des femmes (environ 40), des jeunes, des travailleurs, des chercheurs de 31 pays du Nord et du Sud – qui ont participé à la Conférence sur la Justice climatique ayant au lieu du 12 au 14 juillet à l'Université Chulalongkorn à Bangkok en Thaïlande.

Focus on the Global South (Inde, Philippines et Thaïlande) a été l'organisateur de cet événement qui a réuni des membres du réseau « Justice climatique immédiate ! », qui s'était formé lors de la Conférence de Bali en décembre de l'année passée (voir à ce sujet l'article du bulletin international de la MMF de juin 2008:  http://www.marchemondialesdes-femmes.org/bulletin_liaison/2008/200802/fr/?set_language=fr&cl=fr) afin de dénoncer le manque de prise en compte de la question de la justice dans les négociations sur le changement climatique. « Par justice climatique, nous entendons faire assumer le poids de d'adaptation lié à la crise climatique à ceux qui en sont à l'origine et non aux moins responsables. La réalité actuelle montre que ses principales victimes ne sont pas à l'origine du changement climatique » (déclaration, Conférence sur le changement climatique).

Ateliers sur le « gender » et le changement climatique

Titi Soentoro de Nadi, de l'Indonésie, s'est exprimée sur le thème « Il n'y a pas de justice climatique sans justice de « genre ». Esperanza Santos a organisé avec elle le premier atelier réunissant 8 femmes de 6 pays. Lors de cette activité, les participantes ont partagé leurs expériences sur la manière dont les femmes sont touchées par le changement climatique et, dans l'ensemble, elles ont adhéré aux principaux points de la présentation de Titi :

- La question du changement climatique n'est pas neutre en termes de genre, même si le changement climatique touche tout le monde. Les femmes le ressentent d'une manière différente de celle des hommes en raison des rôles et des responsabilités liés au « gender » ;
- Le changement climatique creuse les inégalités existantes, renforce la disparité entre les femmes et les hommes en relation à leur vulnérabilité et capacité de faire face au changement climatique ;
- Les femmes, qui constituent la majorité de la population pauvre du monde, sont plus vulnérables aux effets du changement climatique. Quand les femmes pauvres perdent leurs moyens de subsistance, elles deviennent encore plus pauvres et les injustices liées au « gender » s'accroissent ;
- Les femmes souffrent en raison de la constante augmentation de la discrimination et

de la violence liées à l'intensification de la concurrence pour la nourriture, l'eau et l'énergie en raison de sécheresses, pertes de récoltes et la production d'agrocarburants ; la destruction des moyens de subsistance liée aux catastrophes écologiques ; déplacements et migrations à grande échelle associés à l'élévation du niveau de la mer, aux maladies, à la famine, etc.

• Les femmes souffrent donc leurs tâches augmente :

• L'approvisionnement en eau et son transport, un labeur intensif en termes de temps et de quantité de travail, incombent généralement aux femmes et augmente de manière dramatique avec l'épuisement de cette ressource.

• L'approvisionnement en bois pour le feu, eau pour la maison, la cueillette de la nourriture sauvage, des plantes médicinales deviennent plus difficiles du fait de l'étendue des plantations pour la production d'agrocarburants. Les moyens de subsistance des femmes se trouvent d'autant plus menacés par le fait que les rares travaux engendrés par la production d'agrocarburants sont presque exclusivement destinés aux hommes.

• Selon les risques encourus pour la santé, la santé des femmes est beaucoup plus menacée par les engrais et pesticides, de plus en plus utilisés dans les plantations pour la production d'agrocarburants.

Ces réflexions ont été également échangées lors du deuxième atelier qui a réuni des femmes, organisé par Esperanza et d'autres Philippines, auquel ont participé 15 militantes de 9 pays. Une participante a relevé que « nous devons arrêter de nous présenter et nous projeter comme des victimes. Nous devons nous montrer comme des femmes fortes qui, utilisant leur créativité, sont devenues ce qu'elles sont aujourd'hui: des femmes compétentes, talentu-

euses et pleines de vie... ». Une autre femme issue du milieu rural a rappelé aux organisatrices que « pendant plus de 500 ans, nous avons été victimes du pillage de nos ressources naturelles, de la destruction de notre environnement et de l'expulsion de nos terres ». Une autre participante a conclu : « La lutte pour la justice de « gender » doit être menée sur le même front que celle contre le capitalisme ».

En plus du partage des connaissances sur la manière dont le changement climatique touche les femmes, leurs familles, leur communauté, les participantes ont également proposé les stratégies suivantes concernant les femmes et le genre :

• Réalisation de plus d'études accomplies de forme collectif sur les femmes et le changement climatique ;

• Publication et diffusion de différents supports (par ex : manuel) et matériels d'informations sur le « gender » et le changement climatique (on a observé que les documents et matériels de référence sur le changement climatique divulgués pendant la conférence n'abordent pas la question du « gender »).

Lors de la réunion, toutes les opinions ont convergé sur le fait que nous sommes face à une urgence globale et que nous avons besoin d'un réseau fort qui fasse sentir sa présence lors des négociations d'accords internationaux pour que ceux-ci prennent réellement en compte les questions de justice et bien-être des femmes pauvres et marginalisées dans le monde. Comme le dit Focus South dans sa lettre d'invitation : « Certes, nous n'avons pas de temps à perdre avec la mise en place d'une réponse juste, équitable et efficace face au problème du changement climatique. Mais dans ce cas, une solution qui ne soit ni juste et ni équitable n'est pas une solution. »

LE FORUM MONDIAL NYÉLÉNI POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE : LE TEMPS DE LA RÉFLEXION, UN AN ET DEMI APRÈS

Nyéléni, le Forum pour la Souveraineté alimentaire, a réuni à Selingué au Mali en février 2007 plus de 500 personnes de toutes les parties du monde : paysans, bergers, pêcheurs, indigènes, migrants, travailleurs, femmes et jeunes ont pu échanger leurs expériences et analyses, et constru-

ire un programme de politique alimentaire commun en vue d'affermir la souveraineté alimentaire.

C'est au même endroit, au centre de Nyéléni construit pour recevoir le Forum, que la dernière réunion du comité organisateur a eu lieu. Les représentants de la Marche mon-



Partageant nouvelles et expériences: Femmes du CAFO (Coordination des associations et ONGs féminines du Mali) se rencontre avec Miriam Nobre

diale des femmes - MMF, Via Campesina - VC, de la Fédération internationale des Amis de la terre - FOEI, du Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche - FMPTP, du Comité international de planification pour la souveraineté alimentaire - CIP, ainsi que du Réseau d'ONG pour la Souveraineté alimentaire et de la Coordination nationale des Organisations paysannes du Mali - CNOP y ont comparu.

Le travail en alliance a été évalué comme le point fort du Forum. Nous avons dialogué et établi nos engagements entre les populations poussées vers le conflit du fait de la réduction de leurs territoires, comme les paysans et les bergers nomades ou indigènes, mais aussi entre les organisations de tradition et culture politique différentes, comme les paysans, féministes et environnementalistes. L'alliance a fortifié les luttes quotidiennes. La Marche mondiale des femmes du Mali participe déjà depuis un certain temps aux mobilisations contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) et contre les Accords de partenariat économique entre l'Afrique et l'Union Européenne. La Via Campesina prépare une campagne contre la violence envers les femmes de la campagne.

L'organisation même du forum est un autre aspect positif puisqu'il a permis de matérialiser nos alternatives. La construction du centre de Nyéléni comme espace de rencontre pour les mouvements sociaux, surtout africains, et la

préparation des repas par des groupes de femmes de la région avec des produits locaux en est un exemple. Ce mode de préparation des repas a influencé d'autres événements, comme le Forum Social burkinabé, et a contribué à la professionnalisation des femmes. Dans la région de Sikasso, au Mali, la coopérative des femmes fournit maintenant des jus de fruits et d'autres produits pour les rencontres de l'Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP). Les productrices d'aliments ont vu leur travail reconnu et noté une valorisation accrue de leurs produits.

Le principe de la souveraineté alimentaire s'est affirmé comme une alternative viable et une réponse à la soi-disant crise alimentaire.

Contexte politique

Un an et demi après la réalisation de Nyéléni, l'alimentation est devenue un thème de la presse à grand tirage et des institutions internationales en raison de l'augmentation accélérée du prix des aliments au niveau international. Il ne s'agit pas d'une crise alimentaire, mais d'une spéculation accrue des prix des aliments. Une partie de la spéculation financière des capitaux, considérant les taux d'intérêt moyens des marchés bas et se risquant déjà dans le secteur des communications via Internet et du secteur immobilier aux États-Unis, est en train de migrer vers des biens plus sûrs et investit maintenant dans le pétrole, les minerais et les produits agricoles.

Cette augmentation des prix est rendue possible en raison de la domination du marché agricole mondial par les oligopoles de moins de 40 entreprises contrôlant toute la production, des denrées à l'agro-industrie. De plus, les gouvernements nationaux ont démantelé leurs politiques de contrôle des stocks et des prix pour répondre aux ordres des politiques néolibérales, aux exigences des traités de libre commerce, et aux impositions du FMI et de la Banque mondiale. Jusqu'en 1960, la plupart des pays étaient auto-suffisants en termes de production alimentaire, à l'exception des pays au climat difficile dans les régions de l'Afrique. Aujourd'hui, 70 % de tous les pays de l'hémisphère Sud importent leurs denrées alimentaires.

L'importation d'aliments et les aides alimentaires ont engendré un changement dans les habitudes alimentaires et ont rendu l'alimentation de base dépendante de produits importés comme la farine de blé, le riz ou le poulet congelé.

Les entreprises et les gouvernements prétendent offrir comme remède à la crise ce qui l'a causé : une agriculture industrielle dépendante de denrées externes (graines génétiquement modifiées, pesticides, engrais chimiques), l'ouverture des marchés, les subventions aux prix des aliments importés. Cette politique engendre la privatisation du territoire par un petit nombre d'entreprises, la destruction de l'agriculture paysanne et de la pêche artisanale, et l'homogénéisation des régimes alimentaires.

Le contexte politique au Mali a également changé ces derniers temps. À Nyéléni, nous avons commémoré l'intégration du principe de la souveraineté alimentaire à la Constitution et avons discuté ses formes de concrétisation par des lois et outils juridiques spécifiques. Aujourd'hui, on sent une forte pression des entreprises transnationales, en particulier de Monsanto, pour la libération de la culture de graines transgéniques. C'est la raison pour laquelle il nous faut réaffirmer la nécessité de démanteler le pouvoir politique et économique des compagnies transnationales contrôlant la chaîne de production, le conditionnement et la distribution des aliments, et remettre en question les gouvernements de leur pays d'origine, à savoir les États-Unis et les pays européens qui créent et défendent leurs affaires.

Suite

Le comité organisateur de Nyéléni a été dissout après avoir rempli sa fonction. La suite du travail prendra deux directions au minimum : le programme de travail commun des quatre mouvements (MMF, VC, FOEL, FMPTP) et le centre de formation qui sera créé à Nyéléni.

Entre octobre et novembre 2008, ces quatre mouvements tiendront leurs assemblées : la MMF se réunira du 14 au 20 octobre, en Galice ; Via Campesina, du 17 au 23 octobre au Mozambique ; les Amis de la Terre du 7 au 15 novembre en Honduras, et le Forum mondial des pêcheurs et travailleurs de la pêche du 8 au 18 octobre en Thaïlande. Ces assemblées seront l'occasion de débattre, tant des actions pour la souveraineté alimentaire que des alliances stratégiques. En décembre 2008, il nous faudra évaluer les engagements et la volonté politique de chacun de ces mouvements afin de définir les prochaines étapes.

Un centre de formation permanente en agroécologie, techniques de production décentralisée d'énergie, de gestion du cycle de l'eau et des débats théoriques sur la souveraineté alimentaire sera constitué à Nyéléni. La MMF du Mali contribuera à la définition des grandes lignes de travail et à la structuration du centre. Les femmes de la CNOP présenteront leur proposition d'inclure une formation en techniques de conditionnement, stockage et préparation des aliments, et pour ce faire, la construction d'une cuisine adaptée.

Les femmes de la CNOP, du ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs agricoles de l'Afrique de l'Ouest) et de la Marche mondiale des femmes du Mali préparent pour février 2009 un festival d'arts et de culture culinaire pour récupérer les produits et modes de préparation locaux. Ce festival s'entend comme un contre-discours aux compagnies transnationales de la chaîne alimentaire. Nestlé, par exemple, finance les groupes de femmes afin qu'elles divulguent des recettes utilisant des « cubes magiques », jus de viande ou de poulet déshydraté et condensé. La publicité du « cube magique » à la télévision présente l'image d'une famille traditionnelle occidentale : père, mère au foyer, deux enfants, un garçon et une fille, bien différente des familles de la réalité de la vie communautaire africaine. La réalité est bien différente : ce que l'on voit actuellement se développer entre les femmes après Nyéléni, c'est la création de cuisines collectives, d'associations et de groupes de femmes. Le temps de la souveraineté alimentaire ne se fera qu'avec l'autonomie des femmes.

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS

Du 3 au 5 octobre : Ile Rencontre hémisphérique contre la militarisation, Honduras

Du 7 au 12 octobre : Forum Social Amériques, Guatemala

Du 17 au 18 octobre : Sommet citoyen sur les migrations, Paris, France

Du 17 au 23 octobre : Ve Congrès international de la Vía Campesina, Maputo, Mozambique

Du 7 au 15 novembre : Assemblée générale biannuelle des Amis de la terre internationale, Honduras

PROCHAIN NUMÉRO

Evaluation
de la VIIe Rencontre
internationale
de la MMF

Rencontre hémisphérique
contre la militarisation /
Forum Social Amériques

Congrès international
de la Vía Campesina

Rencontre nationale :
« Femmes en lutte pour la
souveraineté alimentaire et
énergétique », Brésil

Comité international de la MMF :
Miriam Nobre (Secrétariat International), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Ynares Caridad et Saleha Athar (Asie), Farida el Nakash (Moyen Orient), Rosa Guillén et Gladys Alfaro (Amériques), Celina dos Santos et Nadia de Mond (Europe).

Secrétariat International de la MMF :
Rua Ministro Costa e Silva, n° 36
Pinheiros
São Paulo - SP - Brésil
Cep: 05417-080
Tel. +55 11 3032-3243
Fax: +55 11 3032-3239
e-mail:
info@marchemondiale.org
site :
www.marchemondialedesfemmes.org

Equipe IS et volontaires :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge,
Maria Curione, Miriam Nobre

Camila Candido, Clarisse Moreira Aló,
Nathalia Capellini, Tatiana Berringer

Elaborations de textes :

Alessandra Ceregatti, Celia Alldridge,
Diana Waituika, Esperanza Santos,
Miriam Nobre, Saleha Athar,
Wilhelmina Trout

Traduction :

Anne Kepple, Catherine Degoulet,
Maité Llanos, Marguerite Marque,
Sophie Giusti

Fichiers :

Archives de la Marche Mondiale
des Femmes

Mise en page : Luciana Nobre

Appuis : NOVIB, Le Fonds
Mondiale pour les Femmes, Fonds
pour Non-violence, Oxfam GB
Amérique du Sud, Développement
et Paix, E-CHANGER.

São Paulo, septembre 2008